



55344

Distr. : GENERALE
30 août 2001

Original: Français

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité de l'information
pour le développement

Addis-Abeba, (Ethiopie)
4 -7 septembre 2001

**RAPPORT
SUR LES ACTIVITES STATISTIQUES**

COMORES

COMORES

Rapport de pays (Comores)

CODI – Sous-comité de la Statistique

A. Organisation du système statistique

Les Comores connaissent une pénurie en personnel qualifié dans le domaine de la statistique. Le personnel statisticien exerçant dans l'administration publique est composé de :

- 2 Statisticien-Economistes ;
- 4 Démographes dont 1 en formation ;
- 5 Ingénieurs de Travaux Statistiques dont 2 en formation;
- 1 Géographe spécialisé en démographie;
- et 10 Techniciens (Agents et Adjoints Techniques)

Le Système National de Statistique (SNS) fonctionne de façon plutôt centralisée, ce qui permet néanmoins d'assurer une meilleure utilisation des ressources humaines limitées que ce soit à la Direction de la Statistique (DS) ou aux autres unités statistiques de l'administration centrale.

La DS couvre la plupart des domaines statistiques, les autres unités du SNS couvrent quelques domaines spécifiques. La répartition en est la suivante :

1. Direction de la Statistique

par décret N° 86 – 005 / LR, portant organisation de la Direction Générale du Plan et du Développement, la DS est chargée de l'étude et de la collecte de toutes les informations d'ordre démographique, économique et social : recensement de la population ; statistiques démographiques ; enquêtes auprès des ménages ; enquêtes auprès des établissements industriels, commerciaux et de services ; statistiques du commerce extérieur ; statistiques des prix ; comptes nationaux ; et les autres activités statistiques non couverte par les autres composantes du système.

2. Ministère de la Santé : Statistiques de la santé publique et des activités sanitaires.

3. Ministère de l'Education Nationale : statistiques de l'enseignement.

4. Ministère de l'Agriculture : statistiques agricoles.

5. Ministère des Finances : dette publique ; et statistiques des finances publiques.

6. Banque Centrale : monnaie et crédit ; et balance des paiements.

7. Direction des Douanes : statistiques du commerce extérieur.

8. Direction de l'Emploi : statistiques de l'emploi

9. Direction de l'Aviation Civil : climatologie.

Le cadre législatif des activités statistiques est très pauvre sinon inexistant ; il n'existe pas de loi statistique incluant les dispositions concernant : la définition du SNS ; la création d'un conseil national de statistique ; le respect du caractère confidentiel des données et l'aspect obligatoire de la fourniture de renseignements statistiques.

Il convient de rappeler que le conseil national de statistique n'est rien d'autre qu'un comité technique chargé de planifier les études statistiques à mener et se pencher sur les problèmes suivants : problèmes techniques généraux ; problèmes juridiques ; questions relatives aux méthodes ; relations publiques générales ; statistiques étrangères.

Une constatation s'impose d'emblée : il n'y a aucune coordination entre les producteurs et aucun changement significatif n'est intervenu dans le système depuis 1986 (15 ans).

B. Relation utilisateurs-producteurs

Il n'existe aucune structure formelle établie entre les producteurs et les utilisateurs des données statistiques. Les producteurs en produisent quand ils ont les moyens et les utilisateurs s'en servent s'ils sont disponibles.

Généralement les utilisateurs savent qui (et où) sont les unités de production du système. Et l'accessibilité aux données, du moins à la DS, ne demande pas de longue formalité : un coup de téléphone, un rendez-vous et le tour est joué. C'est en ces quelques démarches que se résume la communication utilisateurs-producteurs.

C. Activités statistiques

La Direction de la Statistique publie un bulletin mensuel de conjonctures économiques. Les données proviennent de relevés périodiques pratiqués par la Direction de la Statistique auprès de l'administration publique et du secteur privé mais aussi auprès des différentes unités du système.

Les prix à la consommation sont relevés à Moroni (dans la capitale) la façon quasi-permanente depuis 1986. Un indice des prix à la consommation y est calculé mais la pondération est obtenue à partir de l'enquête sur la consommation et revenu des ménages réalisées en 1995.

Avec l'informatisation des activités douanières (SYDONIA) depuis 1991, nous disposons de façon détaillée des statistiques fines et fiables par produit.

Les statistiques agricoles sont très fiables étant donné l'importance économique et sociale du secteur rural. On peut cependant déplorer l'absence d'information sur son fonctionnement (auto-consommation, circuit de commercialisation, etc.).

Les statistiques sanitaires sont loin d'être entièrement couvertes. Un mémento de statistiques sanitaires tout comme celui de statistiques de l'enseignement est publié chaque année.

L'industrie, le commerce moderne, le secteur informel, le transport, tout comme le niveau de l'emploi sont très mal cernés par le SNS.

La DS envisage réaliser un recensement de la population en septembre 2002. Une enquête agricole est aussi prévue pour avoir lieu d'ici la fin de l'année si les fonds sont trouvés. En ce qui concerne les comptes nationaux, la DS ne dispose que des données sur les dépenses et non sur la production, elle prévoit aussi une enquête budget consommation d'ici la fin de l'année.

D. Enquête auprès des ménages, défis et perspectives

Jusqu'à une date récente, la priorité de la DS était la collecte des données nécessaires à une gestion satisfaisante mais minimale : élaboration des comptes nationaux, statistiques du commerce extérieur, statistiques démographiques, statistiques agricoles et enquêtes sur la consommation et les revenus des ménages.

Pourtant, ce n'est qu'en 1983 que la DS disposait des quelques données fragmentaires sur le revenu et la consommation des ménages, données obtenues à partir d'une enquête pilote réalisée à Moroni (dans la capitale) cette même année et portant sur 63 ménages. Il fallait attendre encore douze ans (en 1995) pour que la deuxième enquête sur la consommation et les revenus des ménages aie lieu.

Cette fois encore, bien que l'enquête était d'envergure nationale, elle ne s'intéressait qu'une approche dépenses de la consommation des ménages. Elle ne fournit pas des informations sur l'emploi, ni sur la quantité consommée ou produite par les ménages, ni sur le budget ou sur le niveau de vie des ménages.

L'une des priorités de la DS demeure encore une fois la réalisation d'une enquête budget consommation et d'une enquête agricole pour soutenir entre autre la Stratégie Nationale de lutte contre la Pauvreté.

E. Pratique en matière de diffusion des données

La publication des bulletins et annuaires statistiques du SNS est très limitée, mais, vu l'étroitesse du pays, les utilisateurs arrivent à un temps record, à s'informer au niveau des unités du système.

F. Utilisateurs des données

Les utilisateurs des données sont généralement :

- L'Etat pour l'élaboration des politiques socio-économiques.
- Les ONG et les opérateurs économiques pour éclaircir le choix de leur décision.
- Et les partenaires au développement pour des raisons diverses : orientation de l'aide au développement ; coordination des activités statistiques au niveau sous-régional, Régional et International.

Dans le souci d'harmonisation des données statistiques le FMI et la Banque Mondiale ont proposé une méthode standardisée au niveau des pays.

G. Lutte contre la pauvreté et renforcement des capacités statistiques

Le processus d'élaboration des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté lancé par le Gouvernement comorien en partenariat avec nos partenaires au développement et dont la Direction Générale du Plan a la charge vient d'être démarré : un projet d'étude financé par le PNUD vient d'avoir le jour. Ce projet prévoit la mise en place des observatoires statistiques qui couvriront tout le territoire national. Ce qui sous entend l'acquisition des équipements adéquats, la formation d'un personnel approprié et l'acquisition des moyens financiers permettant le suivi et la pérennisation du projet.

H. Coordination des activités statistiques

La coordination des activités statistiques du SNS ; que ce soit au niveau national, régional ou international ; est loin d'être effective. Des rencontres régulières de l'ensemble des producteurs et des utilisateurs pourraient contribuer à améliorer du moins la coordination nationale des activités statistiques et mieux prendre en compte les besoins prioritaires dans le programme d'activités statistiques.

I. Domaines prioritaires au niveau national et besoins

Les domaines prioritaires nationaux du SNS demeurent la formation du personnel et la réalisation des enquêtes auprès des ménages. Pour ce qui est des enquêtes auprès des ménages nos besoins se font plus sentir au niveau des équipements de terrain et de bureau et d'un appui financier au niveau de l'organisation.